

La politique économique : histoire sociale et institutionnelle d'une politique publique

Alain Chatriot et François Denord



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18942>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 609-610

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Alain Chatriot et François Denord, « La politique économique : histoire sociale et institutionnelle d'une politique publique », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], 1 2008, mis en ligne le 02 mai 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18942>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

EHESS

La politique économique : histoire sociale et institutionnelle d'une politique publique

Alain Chatriot et François Denord

Alain Chatriot, François Denord, *chargés de recherche au CNRS*

- 1 CETTE conférence avait pour but d'étudier la manière dont l'idée de politique économique s'est imposée en France durant la première moitié du XX^e siècle. Il s'agissait d'étendre les recherches entreprises en 2005-2006 dans deux directions : dans le temps, en prenant en compte la période du début du XX^e siècle ; dans l'espace, en introduisant des éléments de comparaisons internationales.
- 2 La Première Guerre mondiale nous a semblé devoir être considérée comme un moment fondateur. La mobilisation industrielle n'est ainsi pas une simple transformation de politiques antérieures visant à augmenter les productions militaires. Elle marque une évolution vers un nouveau rôle reconnu à l'État dans la régulation des activités économiques et des conflits sociaux. Ce rôle nouveau suscite des réactions contradictoires qui mêlent oppositions patronales, projets planistes, éloges dirigistes, méfiances syndicales et renouveaux du libéralisme. La nébuleuse réformatrice qui s'était constituée au tournant du siècle vole ainsi en éclats. La crise économique des années 1930 a été analysée dans cette continuité historique. Elle ravive les revendications d'une organisation rationnelle des services publics et de la politique économique et dans le même temps déplace les débats autour de nouveaux objets (ententes entre entreprises, législation sociale, etc.). De même, dans le prolongement des discussions et des politiques menées durant les années trente, la période de l'Occupation offre, dans un contexte politique très spécifique, des occasions nouvelles pour mener des expériences de politique économique (en particulier grâce à la mise en place de nombreuses institutions étatiques et para-étatiques). À la Libération, il n'est alors plus question de choisir entre libéralisme et dirigisme : seules les modalités de l'interventionnisme étatique restent à

fixer. L'État est à la fois devenu un acteur économique central et l'un des principaux objets de la réflexion économique. Mais c'est l'émergence de la V^e République qui peut véritablement être analysée comme l'apogée de la politique économique comprise comme un tout et non comme la simple somme d'interventions sectorielles. Pour la première fois, un pouvoir politique stable coïncide avec une administration économique expérimentée.

- 3 Cette approche chronologique a été complétée par l'examen approfondi de dossiers thématiques. La politique du blé a ainsi servi de cas d'école pour la compréhension d'une politique sectorielle au sein de laquelle ne cessent d'intervenir agents publics et privés. Une large place a en effet été donnée à l'étude des acteurs des débats et politiques économiques. Des séances ont, par exemple, été consacrées au syndicalisme patronal et aux économistes. Parallèlement, d'autres ont pris pour objet des formes de régulation fiscale (le consentement à l'impôt), juridique (la politique de la concurrence) ou monétaire (le crédit à la consommation) rarement prises en compte dans les travaux contemporains. Ces différentes études de cas ont permis de réfléchir à l'articulation entre dynamiques institutionnelles, idées économiques et politiques publiques et à l'interaction entre État, forces sociales et monde universitaire.
- 4 Sont intervenus cette année : Dorothée Benhamou, Nicolas Delalande, Danièle Fraboulet, Olivier Godechot, Gilles Laferté, Michel Margairaz, Étienne Pénissat, Paul-André Rosental, Nadège Vézinat et Laurent Warlouzet.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe